

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 22 AVRIL 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
13	0	3
OBJET DE LA DECISION N° 24/259 CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC LA REGIE D'EXPLOITATION ET DE DEVELOPPEMENT DES INSTALLATIONS TOURISTIQUES DU MONT FARON (REDIF) POUR L'ANNEE 2024 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Arnaud LATIL, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/259

BUREAU DU 22 AVRIL 2024

**O B J E T : CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC LA REGIE
D'EXPLOITATION ET DE DEVELOPPEMENT DES
INSTALLATIONS TOURISTIQUES DU MONT FARON
(REDIF) POUR L'ANNEE 2024 - AUTORISATION DE
SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégation au Président et au Bureau,

VU la délibération du Conseil Communautaire n°05/06/42/89 du 23 juin 2005 reconnaissant l'intérêt communautaire du Mont Faron et son transfert à la Métropole Toulon Provence Méditerranée depuis le 1 juillet 2005,

VU la délibération n°05/09/41/133 du 29 septembre 2005 relative au transfert du Massif du Faron et l'évaluation financière provisoire,

VU le projet de convention d'objectifs ci-annexé,

VU l'avis favorable de la Commission Mobilités en date du 18 avril 2024,

CONSIDERANT l'activité touristique de ce service public contribuant à la mise en valeur du site remarquable du Mont Faron,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses compétences, la Métropole Toulon Provence Méditerranée considère indispensable son appui à la REDIF pour l'atteinte des objectifs des politiques publiques menées,

CONSIDERANT qu'à ce titre, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé d'apporter un soutien financier à la REDIF, pour la réalisation de ses missions et projets,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER le versement d'une participation financière à la régie d'exploitation et de développement des installations touristiques du Mont Faron au titre de l'exercice 2024 qui s'élève à 540 000 € se décomposant en :

- Une subvention de fonctionnement de 200 000 €.
- Une subvention d'investissement de 340 000 €.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention annexée avec la régie d'exploitation et de développement des installations touristiques du Mont Faron.

ARTICLE 3

DE DIRE que les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2024 de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, opération 3121 article 657382 pour la section de fonctionnement et article 204183 pour la section d'investissement.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 22 avril 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



POUR	13
CONTRE	0
ABSTENTION	0

CONVENTION D'OBJECTIFS

ENTRE:

La Métropole «Toulon Provence Méditerranée», ayant son siège Hôtel de la Métropole 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre GIRAN agissant en vertu de la délibération N° du bureau métropolitain du,

ci-après désignée «*Toulon Provence Méditerranée*»,

d'une part,

ET:

La régie d'exploitation et de développement des installations touristiques du mont Faron, ayant son siège Boulevard Amiral VENCE, 83 200 TOULON, représentée par Monsieur Philippe BARTOLOMEO agissant en qualité de Directeur et en vertu de la délibération 01/2024 du conseil d'administration du 7 février 2024

ci-après désignée «*La REDIF* »,

d'autre part,

PREALABLEMENT, LES PARTIES EXPOSENT :

Conformément aux statuts de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, une délibération du Conseil Communautaire en date du 25 Novembre 2002, porte définition de l'Intérêt Communautaire des espaces naturels remarquables.

Cette délibération a été l'occasion de préciser d'une part les possibles modalités d'intervention de Toulon Provence Méditerranée, en la matière, et d'autre part, les critères de reconnaissance et donc d'identification de ces espaces.

En application de ces principes, le site du Mont Faron répond parfaitement aux critères prédéfinis, et présente aussi un enjeu important pour la Métropole.

Le transfert de ce site consiste non seulement au transfert du patrimoine bâti, mais aussi au transfert des massifs forestiers dont la ville de Toulon était propriétaire.

Par ailleurs, une partie des massifs concernés sont propriété de la Régie d'Exploitation et de Développement des Installations Touristiques du Mont Faron. La commune de Toulon avait en effet choisi la régie avec autonomie financière et personnalité morale pour gérer ce service.

Ainsi, ce transfert a permis à Toulon Provence Méditerranée :

- D'une part, d'assurer l'accessibilité du plateau du Faron par le transport public de voyageurs par téléphérique,
- D'autre part, de développer et protéger un site touristique majeur pour la métropole.

Tous ces biens transférables ont fait l'objet d'une évaluation soumise en Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées du 05 juillet 2005, et d'une mise à disposition caractérisée par l'établissement d'un procès-verbal établi contradictoirement, avec un descriptif précis de leur consistance, de leur situation juridique, de leur état et de l'évaluation de leur remise en état. La Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées du 05 juillet 2005 a fait une évaluation provisoire de 415 978.15 euros de charge de fonctionnement et aucune charge d'investissement.

A compter du 01 juillet 2005, Toulon Provence Méditerranée s'est substitué à la ville de Toulon dans ses droits et obligations (contrats d'occupation, marchés,...) à l'exception des pouvoirs de police du Maire.

Dans le cadre de ses compétences « Aménagement de l'espace et les transports », « Protection et de mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie » et « L'environnement et la mise en valeur des espaces naturels remarquables », la Métropole Toulon Provence Méditerranée considère son appui à la REDIF indispensable pour l'atteinte des objectifs des politiques publiques menées.

C'est donc à ce titre qu'elle a décidé de lui apporter un soutien financier pour la réalisation de ses missions et projets.

La présente convention est établie pour fixer les modalités de ce partenariat.

CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIVIT:

ARTICLE 1 : Objet de la présente convention

La présente convention a pour objet de définir le cadre et les modalités de versement de la participation financière de la Métropole à la REDIF.

ARTICLE 2 : Objectif poursuivi

Le réseau urbain métropolitain présente une dimension aérienne intéressante avec le téléphérique du Faron. Depuis 15 ans, il connaît une forte hausse de fréquentation passant de 40 000 voyages en 2002 à plus de 195 000 voyages en 2023, dont près de 40% en juillet/août.

La modernisation du téléphérique et l'amélioration de ses conditions d'accès ont été engagées depuis plusieurs années proposant une desserte en transport en commun depuis le centre-ville de Toulon et la station maritime, une offre de stationnement voiture d'une cinquantaine de places organisée autour de 3 parkings ainsi qu'une zone de prise et reprise pour les bus et cars. De plus, la mise en accessibilité de la station basse a été réalisée et les travaux de la station haute sont en cours. Une billettique "1 jour téléphérique" a été créée avec le Réseau Mistral.

Le Plan de Déplacements Urbains 2015-2025, approuvé par le Conseil Communautaire en date du 16 décembre 2016, précise, dans son action n°4, un objectif d'amélioration de l'accessibilité et l'intermodalité autour du téléphérique et de poursuite de sa modernisation.

Ainsi, afin de renforcer l'attractivité du téléphérique, de faciliter son accès par l'ensemble des modes de déplacements, la Métropole Toulon Provence Méditerranée et la REDIF conviennent de travailler ensemble autour de trois principaux champs d'interventions :

- Renouveler et moderniser le matériel et les cabines
- Assurer les travaux de sécurité et les grandes inspections réglementaires
- Renforcer l'intermodalité et l'accessibilité autour de la gare de départ :
 - Proposer une offre de parking-relais en amont de la gare de départ avec une tarification combinée (stationnement, bus, téléphérique)
 - Aménager un pôle de correspondance Mistral connecté au téléphérique par des liaisons piétonnes sécurisées et confortables
 - Sécuriser les itinéraires piétons et cyclables ainsi que les traversées piétonnes par l'aménagement des voies
 - Proposer une offre de stationnement cyclable en gare de départ.

ARTICLE 3 : Engagements des parties

3.1 : Engagements de la REDIF

La REDIF assure les missions suivantes :

- l'exploitation, technique et commerciale, du téléphérique de la Métropole de Toulon Provence Méditerranée ;
- la mise à disposition et le renouvellement des moyens matériels nécessaires à cette exploitation ;
- la maintenance de tous les biens nécessaires à l'exploitation du service;
- la conception, l'édition et la vente des titres de transport ;
- la gestion des relations avec les usagers et notamment :
 - leur information (en situation de référence ou perturbée) ;
 - la conception et la réalisation des documents d'information voyageurs ;
 - la gestion des réclamations ;
 - la gestion des systèmes d'informations
- l'information, le conseil et l'assistance technique, incluant notamment :
 - l'assistance à l'élaboration de la politique des transports de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ;
 - l'assistance à la définition des besoins en matériel nécessaire à l'exploitation du téléphérique ;
 - la réalisation de prestations d'études opérationnelles.
- le rassemblement et la mobilisation de tous les acteurs concernés par la vie du massif du Faron
- la concertation avec les partenaires autour de la protection et de la mise en valeur du massif
- La protection, la gestion et la valorisation du massif du mont Faron dans une logique de développement durable
- la communication avec l'ensemble de la population de la métropole

Dans le cadre de l'exercice de ses missions, la REDIF met en œuvre tous les moyens et toutes ses compétences professionnelles afin notamment de :

- rechercher la meilleure adéquation entre l'offre et la demande de transport ;
- développer la fréquentation avec pour enjeu de favoriser le report des déplacements en voiture particulière vers les transports collectifs ;
- maîtriser les coûts en contexte contraint dans une logique d'engagements sur les recettes, les charges et la subvention versée;
- veiller au bon état de fonctionnement des biens nécessaires à l'exploitation.
- mobiliser tous les usagers du massif du Faron autour de la protection de l'environnement
- valoriser le site

Ces missions sont précisées chaque année dans un programme de travail élaboré de manière partenariale (programme partenarial annexé 1 à la présente convention).

3.2 : Engagements de TPM

La Métropole s'engage à soutenir financièrement au cours de l'exercice 2024 la REDIF par le versement d'une subvention de fonctionnement et d'une subvention d'investissement.

Cette subvention a pour objet d'accompagner la REDIF dans son fonctionnement en vue de la réalisation de ses missions, présentant un intérêt communautaire, et dans son plan d'investissement.

ARTICLE 4 : Budget de la REDIF

Le budget primitif de la REDIF pour l'année 2024 s'élève à 1 913 000 € se décomposant :

- pour la section fonctionnement à 1 290 000€
- pour la section d'investissement à 623 000€

Les documents joints en annexe 2 font apparaître l'ensemble du budget primitif 2024 de la REDIF.

ARTICLE 5 : Evaluation de l'action de la REDIF

La REDIF s'engage à procéder à la fin de l'année en cours à une évaluation de l'activité produite avec des critères à la fois quantitatifs (fréquentation, services effectués,...) et qualitatifs (répercussion, utilité, pertinence) et à remettre au plus tard le 01 juin de l'année n+1 un rapport d'activité avec un compte rendu financier.

ARTICLE 6 : Durée de la convention

La présente convention est élaborée pour l'année 2024 et pourra être renouvelée chaque année par l'établissement d'une nouvelle convention qui précisera les engagements réciproques des parties.

ARTICLE 7 : Modalités de versement de la participation financière de TPM

La participation financière de la Métropole Toulon Provence Méditerranée au titre de l'exercice 2024 s'élève à 540 000 € se décomposant en :

- Une subvention de fonctionnement de 200 000 €.
- Une subvention d'investissement de 340 000 €.

Il est important de rappeler que le versement d'une subvention d'équilibre à un service public industriel et commercial (SPIC) est limité. Toutefois, un SPIC peut bénéficier de subventions

des collectivités de rattachement, en application des dispositions spécifiques, comme les services de transports de voyageurs, secteur d'activité relevant des exceptions de l'article L 2224-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ainsi, la REDIF fait appel à sa collectivité de rattachement, la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour :

- Des sujétions particulières de fonctionnement : en effet, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a fait obligation à la REDIF d'exploiter le téléphérique toute l'année, exception faite des périodes pendant lesquelles la Régie doit interrompre son fonctionnement pour des révisions techniques. S'agissant de contraintes importantes par rapport aux modalités de fonctionnement spécifique de téléphériques placés dans les mêmes conditions géographique et climatiques, Toulon Provence Méditerranée participe financièrement au fonctionnement de la REDIF.
- La réalisation d'investissements ne pouvant pas être financée sans augmentation excessive des tarifs : en effet, afin de maintenir le niveau de sécurité du téléphérique au seuil exigé par la réglementation, la REDIF doit, en accord avec Toulon Provence Méditerranée, réaliser d'importants investissements (travaux de révision, remplacement des cabines, mise en accessibilité etc..). Il en résulte une participation financière de TPM au financement de ces investissements.

Ces subventions seront versées par moitié à la fin du deuxième trimestre et à la fin du troisième trimestre.

Le montant est imputé sur le budget métropolitain de l'exercice 2024.

Le comptable assignataire est le trésorier de Toulon Provence Méditerranée.

La cotisation sera mandatée et payée dans le respect des règles applicables à la comptabilité publique des collectivités territoriales.

ARTICLE 8 : Les modifications à la convention

La présente convention pourra être modifiée par avenant.

ARTICLE 9 : Les obligations de la REDIF

La REDIF s'engage :

- à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme à la nomenclature M43, à faire approuver ses comptes par ses organes compétents et à tenir l'enregistrement de ses engagements.
- à fournir à Toulon Provence Méditerranée dans les six mois suivant la clôture de l'exercice:
 - Le compte-rendu financier de ses actions et leurs résultats. Ce compte rendu atteste de la conformité des dépenses effectuées.
 - Le Compte Administratif et ses annexes,

- à faciliter le contrôle par les services de la Métropole, de la réalisation des missions précitées et l'accès aux documents administratifs et comptables.
- à respecter le calendrier et les supports d'information établis par les services de la Métropole au titre de la préparation budgétaire.
- à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Le respect des présentes prescriptions est impératif.

A défaut, la Métropole pourra suspendre le versement de la cotisation, voire demander le remboursement des sommes déjà versées.

La décision d'attribution de cette participation financière devant également prendre en compte l'examen du compte administratif de l'année précédente, la REDIF s'engage à formuler ses éventuelles demandes de participations financières ultérieures le plus tôt possible.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étapes réguliers avec la REDIF afin de pouvoir mesurer l'état d'avancement de ses missions et projets. Dans cet esprit, la REDIF s'engage à mettre à disposition de la Métropole tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 10 : La résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties des obligations réciproques convenues à la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre par l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée infructueuse pendant un délai d'un mois.

La présente convention pourra également être résiliée d'un commun accord entre les deux parties sans condition de délai ni de préavis.

ARTICLE 11 : Le reversement d'une partie de la cotisation en cas de résiliation de la convention

En cas de non-respect par la REDIF de ses engagements, celle-ci reversera à la Métropole TPM, après résiliation prononcée dans les conditions de l'article 9, les sommes non utilisées ainsi que les sommes utilisées pour des dépenses n'entrant pas dans le cadre de la présente convention.

Les mêmes dispositions s'appliquent dans les cas de résiliation amiable prévus à l'article 9.

ARTICLE 12 : Le tribunal compétent en cas de litige

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges relatifs à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 13 : La légalité de la convention et sa notification

La présente convention ne sera exécutoire qu'après notification à la REDIF.

Fait en trois exemplaires, à Toulon, le

Pour la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Pour la REDIF

Son Président
Monsieur Jean Pierre GIRAN

Son Directeur
Monsieur Philippe BARTOLOMEO

ANNEXE 1 : Programme partenarial 2024

Section d'investissement

Le budget 2024 marque un soutien du montant des investissements à réaliser par rapport à l'année écoulée. En effet, en accord avec le Maître d'œuvre de la Régie, nous avons fait approuver par l'organisme tutélaire de l'Etat (BIRM) chargé de contrôler la planification des grandes révisions, un planning des grands travaux à réaliser sur plusieurs années pour recalibrer le planning de révision actualisé par les derniers décrets. Cependant, les dernières visites de contrôle ont permis d'analyser qu'il est nécessaire de faire des travaux pour compenser l'usure du matériel et surtout tenir compte d'un passage en catégorie supérieure en raison du nombre de passagers.

A ce titre, nous programmons pour 2024 :

les travaux mécaniques annuels de révision et de grande inspection de l'appareillage	100 000 €
les travaux électriques annuels de révision et de grande inspection de l'appareillage	40 000 €
Travaux réfection de la gare de départ, façades, sol et démolition du local « Numéricâble »	150 000 €
Travaux de réfection et de mise en œuvre d'un contrôle d'accès pour le parking REDIF bd Amiral Vence	30 000 €
Travaux divers de mise en valeur du site et des bâtiments	20 000 €
TOTAL	340 000 €

L'ensemble de ces dépenses sera financé par une dotation de T.P.M. en 2024 de 340 000€.

Pour mémoire, la dotation de 2023 et 2022 était de 340 000 €, celles 2021 à 2019 étaient de 380 000 €, la dotation de 2018 qui était de 400 000 € et celle de 2017 qui était de 440 000 €.

Section de fonctionnement

La section de fonctionnement se caractérise par une volonté de maintenir l'équilibre budgétaire constaté depuis plusieurs années.

LES FAITS MARQUANTS POUR 2024

L'année 2024 sera également ponctuée par quelques éléments marquants et exceptionnels :

OBJET	
Ajustement de la tarification	environ +30 000 € recettes
Impact des fermetures estivales pour sécurité incendie	environ - 30 000 € recettes
Impact des Aléas météo sur le trafic	Non chiffrable

IMPACT FINANCIER PREVISIONNEL POUR 2024

Au global, il conviendrait de maintenir la subvention de fonctionnement pour 2024 à 200 000 €, identique à 2023, 2022, 2021 et après la baisse opérée en 2019. Pour mémoire, la subvention 2018 était de 210 000 € et n'avait pas évolué depuis 2008. Ce sont les efforts ayant conduit à l'augmentation des recettes qui ont permis le développement de la REDIF.

ANNEXE 2 : Budget primitif 2024 de la REDIF

